

« CONTRAT DE SEJOUR »



**Maison d'Enfants Clair Logis
5, square Lamarck
75018 Paris**

Tel : 01 53 41 82 50

Fax : 01 42 54 82 04

<http://www.clair-logis.org/>

CONTRAT DE SEJOUR

L'établissement « Maison d'Enfants Clair Logis » est soumis aux dispositions du décret 2004-1274 du 26 novembre 2004 relatif au contrat de séjour ou document individuel de prise en charge prévu par l'article L.311-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Le présent contrat est conclu entre :

d'une part :

L'établissement « **Maison d'Enfants Clair Logis** », situé au **5 square Lamarck, 75018 PARIS**, et géré par l'Association «**Notre Dame du Sacré Coeur**», sise à la même adresse,
représenté par, agissant en qualité de Directeur de l'établissement ci-après dénommé «**Maison d'Enfants Clair Logis**»,

et d'autre part :

Mr ou Mme :.....
né(e) le :.....
demeurant :.....
.....
agissant en qualité de :
dénommé(e) ci-après « le **Représentant légal** »

représentant légal de :

l'enfant :.....
né(e) le:.....
demeurant :.....
et dénommé(e) ci-après : « **l'enfant accueilli** »

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le séjour de « l'enfant accueilli » dans «la **Maison d'Enfants Clair Logis**» est consécutif à une orientation préconisée par une autorité de référence.

Il s'agit d'une autorité :

administrative (service de l'Aide Sociale à l'Enfance)

- date de signature du contrat d'Accueil Provisoire :.....
- date prévisionnelle de la fin de la mesure :.....

judiciaire (décision d'un juge pour enfants)

- nature de la mesure :
 - *Ordonnance de Placement Provisoire*
 - *Jugement*
- date de la mesure prononcée par le juge :.....
- durée de la mesure :.....
- date prévisionnelle de la prochaine audience :.....

Ce Contrat de Séjour est établi dans le strict respect du cadre posé par ces autorités de référence et dans l'observation des dispositions légales sur lesquelles l'établissement appuie son action.

« La Maison d'Enfants Clair Logis » s'engage ainsi :

- à examiner avec les autorités qui ont confié l'enfant à notre établissement les conditions de la prise en charge dans le respect des engagements pris entre les services de l'ASE et la famille (accueil provisoire), et dans le stricte respect des indications données par le juge des enfants (OPP ou jugement).
- à recueillir les souhaits, besoins et attentes de l'enfant accueilli et de son représentant légal, de vérifier leur compatibilités avec les injonctions des instances administratives et judiciaires, et d'élaborer de manière conjointe le projet éducatif individualisé.

Article 1er : LA DUREE DU CONTRAT DE SEJOUR

Le présent contrat est conclu pour une durée indéterminée à compter du (date d'admission dans l'Etablissement), et prendra fin conformément aux décisions qui interviendront sous l'autorité du juge des enfants ou des services de l'Aide sociale à l'Enfance.

Article 2 : LES OBJECTIFS DE LA PRISE EN CHARGE

L'établissement a pour mission essentielle d'organiser des mesures éducatives et de protection pour les enfants qui lui sont confiés.

Afin d'assurer cette mission, l'établissement se fixe les objectifs suivants :

- il participe à la mise à l'abri de l'enfant en lui proposant un cadre de vie se présentant sous la forme d'un internat éducatif,
- il structure l'environnement de l'enfant et l'accompagne dans une évolution personnelle qui s'appuie sur un projet éducatif individualisé,
- il soutient les parents dans leurs difficultés à assumer et à mettre en œuvre leur responsabilité éducative,
- il prépare les conditions du retour de l'enfant dans son milieu naturel chaque fois que l'évolution de la situation familiale le permet,
- il oriente l'enfant et sa famille vers le dispositif le plus adapté à sa situation.

Article 3 : LES PRESTATIONS PROPOSEES PAR L'ETABLISSEMENT

Durant la première période d'observation de six mois, la Maison d'Enfants Clair Logis s'engage à développer :

- **des prestations socio-éducatives** : elles sont effectuées par une équipe éducative qui intervient auprès des enfants accueillis dans les domaines d'accompagnement à la vie sociale, scolaire, familiale.....,
- **des prestations pédagogiques** : elles sont assurées par les personnels des établissements scolaires où sera inscrit l'enfant et sont sous la responsabilité de l'Education nationale,
- **des prestations de soutien psychologique, thérapeutique, et de rééducation** : l'équipe évalue les besoins de l'enfant et, avec l'assentiment des parents organise des prises en charge assurées par des professionnels spécialisés dans des cabinets privés ou dans des Centres Médico-Psychologiques,

- **des prestations de soutien et d'accompagnement** : l'ensemble de l'équipe de l'établissement s'engage à accompagner l'enfant accueilli et sa famille dans tous les domaines pouvant favoriser son retour et son intégration dans son environnement naturel ou bien le préparant à une autre orientation.

Au cours de cette période d'observation et d'évaluation, les professionnels de l'établissement s'engagent :

- à héberger l'enfant dans une unité de vie réunissant 11 à 13 enfants,
- à lui attribuer un lit et des espaces de rangement pour ses effets personnels,
- à l'orienter, le guider et le soutenir aussi bien dans sa vie quotidienne que dans l'organisation de ses loisirs,
- à l'aider dans la vie courante et dans les soins d'entretien,
- s'il y a lieu, à privilégier chaque fois que cela paraît judicieux et matériellement possible le maintien des fratries dans un même groupe de vie,
- à lui assurer une scolarité élémentaire selon ses aptitudes en l'inscrivant dans une école voisine de l'établissement,
- à lui assurer sa sécurité, son bien être physique et moral,
- à agir pour développer ses potentialités intellectuelles, manuelles et physiques,
- à lui assurer une surveillance médicale et des soins constants,
- à lui proposer des activités de loisirs (sportives et culturelles ...),
- à lui faire bénéficier de toutes les prestations relevant d'une maison d'enfants à caractère social.

Article 4 : LES CONDITIONS DE SEJOUR ET D'ACCUEIL

=====
 La Maison d'Enfants Clair Logis perçoit un prix de journée qui lui est versé par les Conseils Généraux et qui est approuvé chaque année par les autorités tarifaires.

Ce prix de journée finance toutes les prestations prévues dans le présent contrat, dans le livret d'accueil et dans le règlement de fonctionnement qui vous sont remis à l'admission.

Les prestations médicales, paramédicales et de rééducation prises en charge par l'établissement doivent être ordonnancées par le médecin de l'établissement.

A défaut de cela, la famille/représentant légal devra assurer la charge des dépenses médicales qu'elle engagerait.

Par le biais d'un contrat d'assurance adapté, l'établissement garantit une couverture totale de l'enfant accueilli dans le cadre de toutes les activités menées sous sa responsabilité.

Toute absence de l'enfant doit être impérativement signalée et justifiée.

Article 5 : ENGAGEMENT DU REPRESENTANT LEGAL DE L'ENFANT ACCUEILLI

Afin de garantir les droits de l'enfant accueilli et de sa famille, et plus particulièrement de recueillir son point de vue et son consentement pour le projet éducatif individualisé, le représentant légal de l'enfant s'engage à répondre aux sollicitations de l'établissement pour ce qui concerne :

- la validation du présent contrat, soit un mois après l'admission,
- la participation à l'élaboration du projet individualisé dans les 6 mois qui suivent l'admission,
- la participation à la réflexion qui naît de l'évolution de l'enfant accueilli dans le cadre de sa prise en charge dans l'établissement.

Le représentant légal de l'enfant accueilli s'engage à participer, selon ses possibilités, aux activités et prestations proposées dans le cadre de la réalisation du projet éducatif individualisé, et ceci tout au long de la prise en charge de l'enfant à la maison d'enfants Clair Logis.

Le représentant légal sera régulièrement informé de la progression de l'enfant et sera fréquemment sollicité par l'établissement afin de lui permettre d'exercer le plus activement possible la responsabilité et l'autorité que lui reconnaît la loi sur son enfant.

Article 6 : LES CONDITIONS DE PARTICIPATION FINANCIERE

L'enfant accueilli et/ou son représentant légal peuvent être amenés à s'acquitter d'une participation financière dans des circonstances régulières ou exceptionnelles telles que :

- la participation à des frais engagés dans le cadre des activités scolaires (ex : photos de classe),
- la participation à des achats vestimentaires,
- la participation à des activités exceptionnelles,
- la participation aux frais de réparations ou de remplacement liés à des actions d'incivilité pour lesquels la responsabilité de l'enfant a été reconnue,
- la participation à la demande de la famille à des frais dans des domaines pour lesquels la famille souhaite conserver des prérogatives (ex : vêtements, argent de poche,...)

Les modalités d'acquittement de ces participations financières seront examinées en concertation entre l'enfant accueilli et/ou son représentant légal et le personnel éducatif.

Toute transaction financière donnera lieu à la production d'un justificatif précisant la nature de la transaction, son montant et les signatures des personnes concernées.

Article 7 : LES CONDITIONS DE REVISION DU CONTRAT DE SEJOUR

La modification du présent contrat doit impérativement intervenir par avenant dans les 6 premiers mois suivant l'admission.

À l'issue de cette période d'observation et d'évaluation, cet avenant vient préciser plus concrètement les objectifs et prestations de prise en charge adaptés à l'enfant.

L'avenant doit être revu tous les ans.

Par ailleurs, une modification de la teneur du présent contrat de séjour peut être étudiée à tout moment par accord des différentes parties.

Tout changement des termes initiaux du contrat devra faire l'objet d'avenants élaborés et conclus dans les mêmes conditions que celles ayant entouré la conclusion du document initial.

Dans le cas où le représentant légal de l'enfant accueilli refuse de signer le présent contrat de séjour, l'établissement « Maison d'Enfants Clair Logis » établira alors un Document Individuel de Prise en Charge dont le contenu est identique au contrat de séjour.

Par ailleurs, dans le cas d'un refus de signer le contrat et dans les situations les plus extrêmes, l'établissement se réserve la liberté de refuser l'accueil d'un enfant.

Article 8 : LES CONDITIONS DE RESILIATION DU CONTRAT DE SEJOUR

Le Contrat de Séjour peut être résilié :

- soit à l'initiative des instances qui ont confié l'enfant à l'établissement :
 - fin de prise en charge par les services de l'Aide Sociale à l'Enfance (fin de l'Accueil Provisoire),
 - mainlevée prononcée par le Juge pour Enfants,
 - en cas de désaccord fondamental avec l'établissement sur le projet individualisé,

- soit à l'initiative du directeur de l'établissement :
 - lorsque l'enfant atteint l'âge limite au delà duquel l'établissement n'est plus habilité à recevoir des enfants,
 - lorsque l'établissement ne répond plus aux besoins de prise en charge de l'enfant accueilli,
 - en cas de désaccord fondamental sur le projet individualisé entre l'établissement et les instances qui ont confié l'enfant,
 - en cas d'actes graves mettant en péril le bon fonctionnement de l'établissement et notamment la sécurité des usagers ou du personnel,

Dans le cas où une décision d'orientation de l'enfant est prise, l'établissement œuvre à un accompagnement de celui-ci et de sa famille jusqu'à la réalisation de l'orientation.

Article 9 : CONTENTIEUX DU CONTRAT DE SEJOUR

Dans le cas d'un quelconque désaccord survenu durant le temps de la prise en charge de l'enfant accueilli, l'établissement proposera à son représentant légal une rencontre de conciliation.

Conformément à l'article 9 de la loi du 2 janvier 2002, et dans la mesure où la conciliation interne s'avère insatisfaisante, le représentant légal de l'enfant accueilli aura la possibilité de faire appel à un médiateur choisi sur une liste établie conjointement par le Préfet et le Président du Conseil Général.

Dans l'hypothèse où les procédures amiables ont échoué, le litige peut être porté devant le Tribunal de Grande Instance de Paris.

Article 10 : CLAUSE DE CONFORMITE

Par la présente, les parties signataires attestent avoir pris connaissance de l'ensemble des obligations nées de ce contrat ainsi que des dispositions du règlement de fonctionnement de l'établissement et les approuvent.

Ils s'engagent mutuellement à les respecter.

Article 11 : CLAUSE DE RESERVE

L'établissement s'engage à mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose et tous son savoir-faire pour atteindre les objectifs fixés par le présent contrat.

Il ne peut cependant être tenu pour responsable des objectifs non atteints, les avenants venant expliciter l'évolution du projet.

Article 12 : DIVERS

Ce document est établi en deux exemplaires. Le premier est remis au représentant l'égal de l'enfant accueilli, le second est classé dans le dossier de l'enfant accueilli et sera confié au secrétariat de l'établissement.

Pour la signature de ce contrat de séjour, il a été signifié à l'enfant accueilli et à son représentant légal qu'il peut être accompagné de la personne de leur choix.

Par la signature de ce contrat, l'enfant accueilli et son représentant légal reconnaissent avoir reçu de l'établissement le livret d'accueil dans lequel sont inclus la charte des droits et libertés de la personne accueillie ainsi que le règlement de fonctionnement.

Fait à Paris, le

- Représentant de l'établissement (nom – prénom),.....
Signature...

- du Représentant légal (nom - prénom).....
Signature ...

- de la Personne accueillie (nom – prénom),.....
Signature...

REMARQUES IMPORTANTE

Dans la mesure où le représentant légal de l'enfant accueilli ne signe pas le contrat de séjour, il est prévu par le décret 2004-1274 du 26 novembre 2004 que ce même contrat se transforme en un Document Individuel de Prise en Charge.

Motiver ici la raison du refus de signature du contrat de séjour :

.....
.....
.....

ANNEXE contractuelle au CONTRAT DE SEJOUR

Modalités d'élaboration et de conclusion du contrat de séjour

Le CONTRAT DE SEJOUR est établi au moment de l'admission.

Un exemplaire de ce contrat est remis aux parents (ou au représentant légal) de l'enfant accueilli au plus tard dans un délai de 15 jours suivant l'admission.

Le CONTRAT DE SEJOUR est signé dans le mois qui suit l'admission.

La participation de l'enfant accueilli et de ses parents (ou de son représentant légal) est obligatoirement requise pour l'élaboration du contrat sous peine de nullité de celui-ci.

L'avis de l'enfant accueilli doit être recueilli.

Le CONTRAT DE SEJOUR est établi en tenant compte des mesures et décisions administratives, judiciaires, médicales, thérapeutiques ou d'orientation, retenues par les autorités compétentes, les cas échéants.

Dans ce cas, le CONTRAT DE SEJOUR porte sur les autres éléments qui ne relèvent pas de ces mesures et décisions.

L'établissement et les parents (ou le représentant légal) de l'enfant accueilli disposent d'un délai maximum de 6 mois après l'admission pour définir par le biais d'un avenant les objectifs et les prestations les plus adaptées à l'enfant.

En application des dispositions de la loi 2002-2 du 2 janvier 2002 concernant le contrôle de l'activité des établissements et services sociaux et médico-sociaux, l'établissement a obligation de conserver une copie des pièces citées (contrat de séjour et avenants) afin de pouvoir les produire en tous moments aux autorités compétentes.